



DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

DIRECTION ENFANCE SANTE INSERTION

DIRECTION INTERREGIONALE
PJJ GRAND EST

TARIFICATION DES ETABLISSEMENTS
SOCIAUX

DIRECTION TERRITORIALE
PJJ HAUT-RHIN

ARRÊTÉ

N° 2010/24313 du 20 août 2010

**portant tarification de la Maison d'Enfants « Henry Dunant » à SEPPOIS LE BAS
et son Centre de Placement Familial Socio Educatif**

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile ;

Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du Président du Conseil Général ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 10 janvier 2002 habilitant la Maison d'Enfants « Henry Dunant » et son service d'accueil familial, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'Association de la Croix Rouge Française, gestionnaire de l'établissement ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général en date du 17 décembre 2004 concernant les modalités de financement par dotation globalisée ;

Sur rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Directeur Général des Services du Département,

ARRÊTENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire de l'année 2010 les recettes et les dépenses prévisionnelles pour la Maison d'Enfants « Henry Dunant » à SEPOIS-LE-BAS et son Centre de Placement Familial Socio Educatif sont autorisées comme suit :

Dépenses	Internat	Centre de Placement Familial Socio Educatif
Groupe I	289 239,36 €	64 765,00 €
Groupe II	1 983 600,00 €	971 482,14 €
Groupe III	397 155,00 €	48 637,00 €
Résultat intégré	-	-
Total des charges (Groupes I + II + III + résultat)	2 669 994,36 €	1 084 884,14 €
Recettes		
Groupe I	2 563 974,12 €	1 084 884,14 €
Groupe II	1 800,00 €	-
Groupe III	13 771,00 €	-
Résultat intégré	90 449,24 €	-
Total des produits (Groupes I + II + III + résultat)	2 669 994,36 €	1 084 884,14 €
Total dépenses nettes :	2 654 423,36 €	1 084 884,14 €

Article 2 : Les prix de journée applicables à compter du **1^{er} août 2010** sont fixés à :

‡ Internat :	196,84 €
‡ Accueil Familial :	119,78 €
‡ Réservation Accueil Familial :	140,31 €
‡ Indemnité d'attente :	2,8 x SMIC horaire / jour

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, sis Immeuble « Les Thiers » 4 rue Piroux 54036 NANCY Cedex dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Haut Rhin.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le **20 AOUT 2010**

Fait en deux exemplaires originaux

~~Le Préfet,~~
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane GUYON

Le Président du Conseil Général,

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général Adjoint

Michel CHOCHOY